

# Rencontre débat du 30 octobre 2018

## Quelle transition énergétique pour et sur l'île de Ré ?

**Intervention M Dewas : Vers une transition énergétique locale et citoyenne : quels sont les leviers d'action à disposition des citoyens.**

Les constats et propositions sont issues du débat public sur la PPE organisé par la CNDP, qui s'est tenu sur l'ensemble du territoire national du 19 mars au 30 juin 2018.

### 1. Synthèse des arguments du débat public

#### *Premier constat :*

- les contributions climato-sceptiques ont été peu exprimées
- Il s'est formé un consensus sur l'objectif de lutte contre les changements climatiques par la baisse de la consommation des énergies fossiles

En ce sens, la nécessité de la transition énergétique n'est pas remise en cause, ce qui ne signifie pas que la loi de transition énergétique pour la croissance verte ne soit pas contestée (notamment sur les objectifs de réduction de la part du nucléaire)

#### *Second constat :*

- le débat public n'a pas échappé aux controverses traditionnelles :
- maîtrise de l'énergie versus décarbonation de l'énergie
- coût des énergies renouvelables versus coût de l'énergie nucléaire
- intermittence des énergies renouvelables versus risques liés à l'énergie nucléaire
- économies d'énergie ou amélioration de l'intensité énergétique

#### *Troisième constat :*

- le grand public juge les dispositifs des politiques énergétiques incompréhensibles et les résultats peu visibles
- la question nucléaire continue de cliver fortement le pays

#### *Des attentes fortes ont été exprimées :*

- une exigence de stabilité, de cohérence et de continuité des politiques publiques pour mener à bien la transition énergétique
- le public s'est exprimé en faveur d'un approfondissement et non d'une rupture. L'enjeu central est, par conséquent, de rendre compte des résultats en créant un consensus autour des données et de l'évaluation.
- Une exigence de justice sociale. L'opinion exprimée par le grand public est un sentiment d'injustice de la politique énergétique particulièrement marqué pour la fiscalité environnementale. Les gros pollueurs ne seraient pas suffisamment taxés et la taxation est injuste car non proportionnelle à la consommation. Selon beaucoup de citoyens, la transition énergétique ne serait accessible qu'aux « bobos ».

### 2. Implication forte des collectivités dans le débat

C'était le premier débat public organisé par la CNDP sur un plan et programme. En raison d'un budget modeste dont elle disposait la Commission a dû proposer aux acteurs locaux de coorganiser ces rencontres (Territoires à énergie positive, Métropoles, Conseils régionaux élaborant un SRADDET...). Au total 86 réunions locales se sont tenues, mobilisant 500 intervenants et rassemblant près de 8000 participants.

L'insuffisance des moyens a eu un impact important sur les outils de mobilisation et la capacité à installer le débat dans la sphère publique à l'échelle nationale. Malgré ces deux limites majeures, les chiffres montrent que le débat public a rempli son objectif permettant « **d'activer la critique sociale** ».

Par ailleurs, si la mobilisation fut souvent le fait des acteurs traditionnels qui préemptent depuis des années la concertation sur l'énergie, la Commission a su innover **pour recueillir la parole du grand public ( ex G 400 )**.

Un des enseignements majeurs de ce débat et que la gouvernance en matière d'énergie est très diluée.

- L'articulation entre l'État et les différents niveaux de collectivités territoriales n'est pas toujours comprise et est source d'interrogations. De nombreux citoyens estiment que les politiques de transition énergétique imposées par l'État sans concertation **n'encouragent pas l'implication des acteurs locaux**.

Ils mettent en avant les rôles respectifs des différents niveaux de collectivités :

Rôle moteur des régions comme chef de file de la transition énergétique : coordination, stratégie, impulsion

politique

- Rôle essentiel des EPCI dans la mise en œuvre et par rapport à leurs compétences transversales (cohérence globale)

- Rôle des communes dans le portage politique, l'acceptabilité grâce aux relations de proximité avec les citoyens

- Il existe une crainte que le pilotage soit laissé entre les mains du privé ou des lobbys. (Notamment sur la question de la politique du développement de l'éolien)

- Le pilotage d'EDF est aussi considéré comme illustratif des ambiguïtés de la gouvernance du secteur de l'énergie : « On s'étonne de la difficulté pour l'État de piloter EDF qui semble ne pas avoir les mêmes objectifs que le gouvernement alors que l'entreprise ne devrait qu'appliquer la politique énergétique décidée par l'État. »

### **3. A la lecture du débat public, comment mieux impliquer les citoyens dans la transition énergétique ?**

#### ***Constats du débat public :***

- Le débat a souligné le sentiment largement répandu d'une inégale possibilité de mobilisation et d'implication des différentes catégories d'habitants

- De nombreuses réunions ont souligné également l'impression qu'ont de nombreux habitants de voir tomber des projets d'en haut sans qu'ait été explicité le rapport coûts / avantages et sans qu'aient été exposées des alternatives possibles et sans que le partage des retombées pour les territoires n'ait été clairement exposé.

- Il existe un soupçon de la part du citoyen que les bénéfices sont privatisés et les nuisances sont socialisées

- L'idée qu'une énergie qui divise un territoire ou l'oppose à ses voisins et ouvre des contentieux de longue durée ne soit pas acceptable est venue à plusieurs reprises dans le débat.

- Un des constats fait est que d'une certaine façon, la situation antérieure d'énergie abondante peu chère et distribuée par en haut avait désresponsabilisé les habitants, peu à même d'évaluer leurs consommations, l'origine de ce qu'ils consomment, leurs coûts et leurs impacts.

#### ***Acculturation à la transition énergétique :***

L'acculturation à la transition énergétique est donc apparue comme une nécessité pour de nombreux participants au débat. (Comme l'ont pu l'être les processus antérieurs de réappropriation par les usagers des questions de l'eau ou des déchets) :

- Pour cela, il est nécessaire de mettre en place, une information régulière et des procédures de concertation en continu, bien au-delà de chaque projet pris isolément

- Il est important aussi d'impliquer les habitants dans la transition énergétique par la multiplication des possibilités d'intervention par les collectivités ou les procédures de financement participatif. Actuellement il existe peu de projets dans lesquels les citoyens sont impliqués directement :

- Selon l'ADEME, les projets participatifs représentaient 260 MW soit 3 % de la puissance totale installée et pour le photovoltaïque 38 MW soit 0,7 % de la puissance totale installée.

- Le développement des énergies renouvelables est inséparable d'une appropriation locale des projets. Ce constat a été fait dans de nombreux pays d'Europe, leaders en matière d'énergies renouvelables. Il faut passer du stade de l'acceptation à celui de l'adhésion.